

AVIATION CIVILE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER,
EN CHARGE DES RELATIONS INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT

Direction générale de l'aviation civile

Décision n° 2017-08 du 21 février 2017 portant sanction en matière de quotas d'émission de gaz à effet de serre (transport aérien)

NOR : DEVA1701853S

(Texte non paru au *Journal officiel*)

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,

Vu la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, modifiée par le règlement (UE) n° 421/2014 du 16 avril 2014;

Vu le règlement (UE) n° 109/2013 de la Commission du 29 janvier 2013 modifiant le règlement (CE) n° 748/2009 concernant la liste des exploitants d'aéronefs ayant exercé une activité aérienne visée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil à compter du 1^{er} janvier 2006 et précisant l'État membre responsable de chaque exploitant d'aéronef, compte tenu de l'extension du système d'échange de quotas d'émission de l'Union aux pays de l'AELE membres de l'EEE;

Vu le règlement (UE) n° 389/2013 de la Commission du 2 mai 2013 établissant un registre de l'Union conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et aux décisions n° 280/2004/CE et n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les règlements (UE) n° 920/2010 et (UE) n° 1193/2011 de la Commission;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 229-18, R. 229-34 et D. 229-37-10;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2011 relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

Vu l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'Union européenne;

Considérant, en premier lieu, que le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS) appliqué aux industries a été étendu aux activités aériennes à partir du 1^{er} janvier 2012; que depuis lors, les exploitants d'aéronefs, sans préjudice de leur nationalité, sont tenus de compenser les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) générées par leurs vols effectués à destination ou en provenance de l'Union européenne; que toutefois le règlement (UE) n° 421/2014 précité a limité le champ d'application du dispositif, du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2016, aux seuls vols effectués à l'intérieur de l'Espace économique européen;

Considérant, en second lieu, que l'exploitant d'aéronefs MILLION AIR SALT LAKE n'a pas rempli ses obligations vis-à-vis du dispositif EU ETS pour l'année 2014 en ne procédant pas à la restitution d'un nombre de quotas équivalent à ses émissions de CO₂ et ne s'est pas acquitté de l'amende infligée par décision du 5 août 2016;

Considérant enfin que, pour la fixation du montant de l'amende encourue, l'article L. 229-18 du code de l'environnement, qui a transposé en droit français les dispositions fixées par la directive 2003/87/CE susvisée, prévoit une amende d'un montant de 100 € par quota non restitué, réévaluée en fonction de l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'Union européenne; qu'en cas de déclaration manquante, l'autorité compétente peut effectuer un calcul d'office de celle-ci en utilisant les outils logiciels d'évaluation mis en œuvre à cet effet par Eurocontrol, conformément aux dispositions fixées à l'article 3 de l'arrêté du 26 janvier 2011 susvisé; que les outils précités ont permis d'estimer la quantité de CO₂ émise par MILLION AIR SALT LAKE, pour l'année 2014, à 38 tonnes;

Qu'en conséquence de ce qui précède, il y a lieu de prononcer à l'encontre de l'exploitant d'aéronefs MILLION AIR SALT LAKE une amende dont le montant est fixé à 100,77 € par quota non restitué,

Décide :

Article 1^{er}

Une amende administrative d'un montant de 3 829 € est infligée à l'exploitant d'aéronefs MILLION AIR SALT LAKE : manquement à l'obligation de restitution de 38 quotas correspondant aux émissions de CO₂ de l'exploitant d'aéronefs MILLION AIR SALT LAKE au titre de l'année 2014.

Article 2

La décision n° 2016-07 du 5 août 2016 infligeant une amende administrative pour la non-restitution de quotas au titre de l'année 2014 est abrogée.

Article 3

Le directeur du transport aérien ainsi que le trésorier-payeur général assignataire sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant d'aéronefs MILLION AIR SALT LAKE et publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Fait le 21 février 2017.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur adjoint du transport aérien,
F. THÉOLEYRE